



## FRANCE

# Le système scolaire au risque d'une fièvre de l'évaluation

Le « pilotage par l'évaluation » mis en place sous le quinquennat Macron rencontre encore des résistances dans la communauté éducative

C'est un rendez-vous désormais bien connu : le 23 mars, comme chaque année, l'éducation nationale met en ligne ses indicateurs de valeur ajoutée des lycées (IVAL). Sur la base des résultats au baccalauréat, les IVAL comparent les établissements de même profil pour évaluer leur capacité à accompagner leurs élèves jusqu'à l'examen. Ces indicateurs sont l'un des multiples thermomètres dont dispose l'éducation nationale pour mesurer ses propres performances. Ils sont publics et font bien souvent l'objet de « tableaux d'honneur » et autres palmarès dans la presse – à rebours, parfois, de ce que l'éducation nationale voudrait mettre en valeur, puisque les taux « bruts » de réussite et de mention mettent en avant les lycées privés.

Les IVAL sont symptomatiques du rapport complexe qu'entretient l'école française avec l'évaluation. Le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, a fait du pilotage par l'évaluation un véritable mantra. L'un des objectifs assumés est de briser l'effet de surprise des évaluations internationales, dans lesquelles la

France a eu tendance à « redécouvrir » régulièrement ses piètres performances. « *Briser le thermomètre n'a jamais fait baisser la température* », écrivait ainsi Jean-Michel Blanquer dans son livre *Construisons ensemble l'école de la confiance* (Odile Jacob, 2018), où il plaide pour une évaluation « *moteur de progrès* ».

Des tests standardisés ont ainsi vu le jour en CP, CE1 et 6<sup>e</sup> pour mesurer, entre autres, les effets de la politique de dédoublement des classes, mise en place dès le début du quinquennat. Mais Jean-Michel Blanquer a également créé un Conseil d'évaluation de l'école, inscrit dans la loi pour une école de la confiance de 2019, qui vient de finir d'évaluer 950 établissements du secondaire, en majorité des collèges, sur des sujets aussi divers que le bien-être des élèves, le bâti scolaire et les relations des enseignants avec leur hiérarchie. Le président candidat, Emmanuel Macron, a déclaré, lors de la présentation de son programme, le 17 mars, qu'il souhaitait rendre publiques ces évaluations qui concerneront, à terme, l'ensem-

ble des écoles et établissements secondaires.

Le système dispose pourtant d'outils d'évaluation depuis longtemps. Les suivis de cohorte existent depuis 1973 et les tests standardisés depuis 1989. « *Publier des résultats d'évaluations d'élèves, cela fait trente ans qu'on en parle, rappelle un ancien recteur, qui préfère ne pas donner son nom. Ce qui est nouveau, c'est d'en faire chaque année, comme c'est le cas aujourd'hui en CP et CE1, et de s'en servir à des fins de communication pour dire que le niveau s'améliore. Sur des temporalités aussi courtes, ça n'a que peu d'intérêt scientifique.* »

## « Injecter un peu de rationalité »

Cet effort de diagnostic rencontre ainsi une certaine résistance. De la part des enseignants, d'abord, qui ont globalement mal accueilli l'arrivée des évaluations de CP, CE1 et 6<sup>e</sup>, mettant en cause leur utilité ou pointant les risques de mise en concurrence des professeurs et de jugement porté sur leurs pratiques. De la part des experts du système éducatif, ensuite, qui ont pu voir dans la création du Conseil d'évaluation de l'école un outil à la main du





ministère, dont l'indépendance leur semblait moins évidente que celle du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco), voulu par la gauche et transformé depuis en une chaire au Conservatoire national des arts et métiers.

Les IVAL, diffusés auprès du grand public depuis 1993, trouvent toujours un écho mitigé chez les chefs d'établissement. « C'est quelque chose qu'on regarde rapidement, par curiosité, explique ainsi Bruno Bobkiewicz, le secrétaire général du SNPDEN-UNSA, syndicat majoritaire chez les chefs d'établissement. Mais ils ne nous renseignent que très partiellement sur notre établissement. » Le syndicat s'inquiète, par ailleurs, de l'idée de multiplier les données accessibles aux usagers. « Qui dit indicateurs dit mise en concurrence, dans un marché où les parents viendront faire leur choix », prévient Bruno Bobkiewicz.

D'autres jugent qu'il vaut mieux maîtriser la diffusion que de laisser les réputations se faire sur la base de représentations parfois fausses. « Dans mon précédent établissement, les IVAL ont vraiment eu leur utilité, se souvient Sylvie Perron, secrétaire fédérale du SGEN-CFDT et ancienne proviseure à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne). Elles m'ont permis de mettre en avant l'accompagnement. La concurrence existe de toute façon, autant essayer d'y injecter un peu de rationalité. »

Ces débats traduisent un état des choses paradoxal, dans un pays par ailleurs attaché aux notes. « La France évalue beaucoup ses élèves, d'une manière parfois considérée comme stigmatisante, en focalisant sur les faiblesses », rappelle ainsi Eric Charbonnier, analyste à l'Organisation de coopération et de développement économiques et responsable, entre autres, de la dif-

fusion en France des résultats de PISA (Programme international pour le suivi des acquis). « A l'inverse, nous étions le dernier pays européen à ne pas avoir de Conseil d'évaluation de l'école [avant sa création, en 2019]. Ailleurs, on regarde ce qui se passe dans les établissements sur tous les aspects, y compris le bien-être et le climat scolaire. »

Pour Catherine Morvan, ancienne directrice de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance de 2012 à 2015, cette culture de l'évaluation-sanction – y compris au moment de l'orientation des jeunes, dont la destinée s'écrit en partie en fonction de leurs résultats – empêche la communauté éducative de développer un rapport constructif à l'évaluation. « Autrefois, quand les résultats de PISA tombaient, les enseignants se sentaient punis. Mais l'évaluation, si elle est accompagnée, peut être un outil d'alerte et un excellent moyen de s'améliorer. »

La clé serait donc la formation et le dialogue, pour rassurer les enseignants et les pousser à se saisir des résultats. Dans le cas des récentes évaluations d'établissements, la « résistance », parfois réelle, a fini par « tomber », assure la présidente du Conseil d'évaluation de l'école, Béatrice Gille. Y compris parce que le nouveau dispositif s'appuie d'abord sur une « autoévaluation interne », proposée à tous les personnels et aux élèves.

« Au départ, les équipes pouvaient avoir l'impression qu'on ne disait pas tout, ou qu'on allait au passage évaluer les enseignants sans le dire, se souvient Béatrice Gille. La clé est de former l'encadrement, car la culture de l'évaluation est peu développée. Mais aussi rassurer sur le fait que l'on n'évalue pas les personnes et que les résultats sont d'abord destinés à l'établissement lui-même. » ■

VIOLAINE MORIN

## « QUI DIT INDICATEURS DIT MISE EN CONCURRENCE, DANS UN MARCHÉ OÙ LES PARENTS VIENDRONT FAIRE LEUR CHOIX »

BRUNO BOBKIEWICZ  
 secrétaire général  
 du SNPDEN-UNSA

## « L'ÉVALUATION, SI ELLE EST ACCOMPAGNÉE, PEUT ÊTRE UN OUTIL D'ALERTE ET UN EXCELLENT MOYEN DE S'AMÉLIORER »

CATHERINE MORVAN  
 ancienne directrice de la direction  
 de l'évaluation, de la prospective  
 et de la performance

